

Communiqué de presse

Paris, le 27 novembre 2018

Qu'ils mangent de la brioche !

Depuis le samedi 17 novembre, nous voyons une partie de la France qui se lève tôt, une partie de celles et ceux qui traversent la rue sur 35 kms pour aller travailler, manifester dans la rue, sous des formes diverses, leur exigence d'une autre répartition des richesses. Au début, nous pouvions croire qu'il s'agissait, seulement, du prix trop élevé du carburant. Rapidement, les manifestantes et les manifestants nous ont parlé de fins de mois très difficiles, de vie chère, de pouvoir d'achat insuffisant, de taxes trop lourdes pour eux quand les plus riches bénéficient de suppressions d'impôts (l'ISF notamment) et pratiquent l'évasion et la fraude fiscales de haut vol.

Devant l'ampleur des manifestations qui se sont développées sur tout le territoire, le gouvernement n'avait plus la possibilité d'ignorer totalement ce mouvement, de faire comme s'il ne se passait rien. Comme à chaque fois dans de pareils cas, nous constatons que les gouvernants, passée la phase de mépris, minorent le mécontentement, dénigrent et délégitiment les manifestants, se disent ouverts comme toujours au dialogue. Dans ce présent conflit, ils disent déplorer la confusion des revendications et l'absence d'interlocuteurs mandatés.

Les personnes retraitées, depuis juin 2014, manifestent régulièrement leur rejet des politiques qui leur sont appliquées (blocage et gel des pensions, modifications défavorables de la fiscalité, augmentation de la CSG, etc.). Le 15 mars 2018, elles étaient plus de 200 000 dans la rue. Tout ceci se fait à l'appel de 9 organisations nationales de retraité-e-s (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, LSR, UNRPA Ensemble & Solidaires), ayant toutes des Statuts et des représentants sur l'ensemble du territoire, et des revendications claires. Pour autant, depuis juin 2014, il n'a jamais été possible de pouvoir rencontrer un gouvernement en mesure de répondre à tout ou partie de ces revendications. C'est dire que le silence du gouvernement, sur le fond des revendications, s'explique par une évidence : il n'est pas question, pour le pouvoir et pour la minorité qui accapare une part toujours croissante des richesses produites, de modifier en quoi que ce soit la distribution des richesses.

Lors de leur réunion du 5 décembre, les neuf organisations de retraité-e-s ont décidé d'appeler les personnes retraitées à manifester de nouveau leur opposition à la politique menée par le gouvernement à leur égard durant la première quinzaine de décembre : harcèlement des députés ayant voté l'augmentation de la CSG, occupation de leur

permanence parlementaire ; organisation de réunions publiques sur la place des personnes retraitées dans notre pays ; etc. Le mardi 18 décembre, les retraités et les retraitées d'Ile-de-France sont invités à un rassemblement devant le Ministère des Finances à Bercy pour mettre en avant la double facette de la politique de ce gouvernement : des cadeaux fiscaux et sociaux énormes à la minorité la plus riche, l'austérité pour le plus grand nombre, et notamment les 17 millions de personnes retraitées. Lors de leur prochaine réunion du 19 décembre, les neuf organisations de retraité-e-s décideront de la date exacte de la prochaine journée nationale de manifestations, début 2019.

En 1789, aux pauvres qui se plaignaient du prix trop élevé du pain, le pouvoir royal répondait, condescendant, « qu'ils mangent de la brioche ». En 2018, les pauvres sont considérés riches à compter de 1 200 euros / mois et subissent des taxes qui augmentent pour eux le coût de la vie pendant que les vrais riches bénéficient de multiples mesures qui leur permettent d'accroître leurs profits (Lois travail I et II, baisse et suppression des cotisations patronales, etc.) et de réduire leurs impôts (baisse de l'impôt sur les sociétés, plafonnement à 30 % de l'imposition des dividendes, suppression de l'ISF sur les portefeuilles boursiers, etc.).

Les manifestants « aux gilets jaunes », les retraités et les retraitées, et aussi les chômeurs et les chômeuses, les précaires, nombre de salarié-e-s, et d'autres encore, savent très bien qu'un autre monde est possible, qui fasse converger augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, transition écologique, justice sociale et renouveau démocratique.